



## Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Boris BELLANGER, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

## Ressources - Mandat SA3M pour l'intégration des services de la médiathèque Federico Fellini au sein de la médiathèque Emile Zola - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La Médiathèque Federico Fellini a été aménagée en 1995 avec la vocation originelle d'être une vitrine dans le domaine de la vidéo et des images animées, antérieurement à la création de la médiathèque centrale Emile Zola en 2000. Une étude de programmation générale et de faisabilité a été menée en 2016 par le cabinet d'assistance à maîtrise d'ouvrage ABCD afin d'examiner l'évolution envisageable de cet équipement culturel.

Le scénario du transfert de l'offre de la médiathèque Federico Fellini sur le site de la médiathèque Emile Zola a été retenu en comité de pilotage du 19 juillet 2016. Par délibération n°16645 en date du 17 mai 2017, le Conseil a approuvé le lancement de cette opération et autorisé les demandes de subventions afférentes.

Par décision en date du 4 juillet 2017, conformément aux dispositions de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985, il a été décidé de confier à la SA3M la réalisation de ce projet dans le cadre d'une convention de mandat et ce afin de gérer au mieux ce projet techniquement complexe nécessitant des process d'ingénierie, de mise en œuvre technique et de pilotage de chantier spécifiques en site occupé. Cette disposition présentait également l'avantage de permettre une bonne coordination avec le projet de transfert des archives municipales, conduit par la Ville de Montpellier et confié en mandat à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) (actuellement suspendu).

Le mandat de maîtrise d'ouvrage a été signé le 28 juillet 2017, transmis en Préfecture de l'Hérault le 31 juillet 2017, et notifié par Montpellier Méditerranée Métropole à la SA3M le 17 août 2017.

Afin d'ordonnancer les différentes facettes du projet, le programme a été décomposé en plusieurs phases :

- Phase 1 : Rénovation de l'auditorium – RDC bas : Transformation en véritable salle de cinéma et de rencontres.
- Phase 2.1 : Espace Jeux vidéo – RDC haut : Création d'un espace en adéquation avec les pratiques actuelles (jeu individuel ou à plusieurs, réalité virtuelle...) et permettant également des activités de médiation et de formation ainsi que la tenue d'événements ponctuels.
- Phase 2.2 : Forum de l'actualité – RDC bas : Aménagement d'un espace dédié à l'actualité audiovisuelle et numérique.
- Phase 3 : Espace Cinéma – Médiation numérique – Jeux – R+1 bas et haut : Création d'une mezzanine dans le prolongement de l'île aux contes afin d'accueillir notamment une vidéothèque de consultation et une salle de projection pour une jauge de 49 personnes. Le prolongement du palier du R+1 haut ainsi que la mise en place d'une passerelle vers les services internes sont rendus nécessaires.  
Au R+1 bas, sont prévus un espace de médiation numérique / coworking, la mise en place d'un véritable espace jeux avec une ludothèque et le réaménagement des collections.
- Phase 4 : Services internes – R+3 bas : Conçu en 2000 pour un réseau communal dépourvu de navette documentaire, il est apparu nécessaire de réorganiser le service centralisé de la réception et d'agrandir l'espace dédié à la navette.
- Phase 5 : Exposition – R+3 bas : Cette phase est conditionnée par la libération des emprises par le service des archives. Elle prévoyait la création d'un espace d'exposition qui, en raison du l'arrêt du projet des Archives, ne pourra être réalisée dans le cadre de ce mandat.

Les travaux de la première phase dans l'auditorium ont débuté en juillet 2019 afin d'assurer une livraison en fin d'année. L'auditorium a été transformé en salle de cinéma et de conférences, doté de 189 places (dont 5 PMR), d'un nouvel écran et d'un nouveau système de sonorisation. Des escaliers moins bruyants ont été réaménagés pour le public. Pour permettre l'accès à la régie de façon indépendante et sans avoir à repasser par la salle, de nouveaux escaliers ont été créés dès l'entrée. Le calendrier des travaux a été tenu et le nouvel auditorium a été réceptionné le 17 décembre 2019.

Pour les phases 2 à 4, les travaux ont débuté en 2020 mais ont subi un retard et un allongement du planning du fait de l'épidémie de Covid-19.

Le bilan financier apparaît en augmentation de 481 000 € TTC par rapport au précédent compte-rendu annuel. Cette augmentation est due à la prise en compte de l'actualisation des prix des marchés publics, à l'intégration d'ajustements programmatiques souhaités par les services de la médiathèque, ainsi qu'à la dotation du poste « Aléas » afin de couvrir notamment les impacts financiers potentiels de l'épidémie Covid-19. Le montant total de ce bilan financier s'élève à la somme de 6 708 000 € TTC.

La phase 5, prévoyant la création d'un espace d'exposition, conditionnée par le départ des Archives, ne pourra être réalisée dans le cadre de ce mandat. Les montants alloués à cette phase ont été utilisés pour intégrer les offres de entreprises de travaux. La suppression de cette phase 5 fera l'objet d'un avenant à la convention de mandat.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver le compte rendu annuel de l'opération présenté par la SA3M ;
- d'approuver le bilan financier arrêté à la somme de 6 708 000 € TTC ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153892-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 02933\_CRAC\_2019\_VD.pdf

- 02933 BILAN DETAIL.pdf

- 02933 BILAN SYNTHESE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.